



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**MARCHE DE TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU CSSI ET DES
EQUIPEMENTS D'ALARME DE L'IME COMPLEXE BAYOT
SARRAZI (24)**

N° 2024-003

UGECAM Aquitaine
100 RUE DE LA TOUR DE GASSIES
CS 10003
33523 BRUGES CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Intervenants	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre	5
3.2 - Bureau de contrôle.....	5
3.3 - Sous-traitance	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
5 - Protection des données à caractère personnel	7
6 - Durée et délais d'exécution.....	7
6.1 - Durée du contrat et délais d'exécution	7
6.2 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	8
7 - Prix.....	9
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
7.2 - Modalités de variation des prix.....	9
8 - Garanties Financières.....	9
9 - Avance.....	10
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	10
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	10
10 - Modalités de règlement des comptes.....	10
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels	10
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	11
10.3 - Délai global de paiement	12
10.4 - Paiement des cotraitants.....	12
10.5 - Paiement des sous-traitants	12
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	12
11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	12
11.2 - Implantation des ouvrages.....	13
11.3 - Préparation et coordination des travaux	13
11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	13
11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	13
11.3.3 - Registre de chantier	14
11.4 - Etudes d'exécution	14
11.5 - Installation et organisation du chantier	14
11.5.1 - Installation de chantier	14
11.5.2 - Signalisation de chantier	14
11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	14
11.6.1 - Gestion des déchets de chantier.....	14
11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	15
11.6.3 - Documents à fournir après exécution	15
12 - Développement durable.....	15
13 - Réception	16
13.1 - Réception des travaux.....	16
13.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	16
13.1.2 - Epreuves concluantes.....	16
14 - Garantie des prestations.....	16

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	17
16 - Pénalités	17
16.1 - Pénalités de retard	17
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé	17
16.3 - Autres pénalités spécifiques.....	17
17 - Assurances.....	18
18 - Clause de réexamen	19
19 - Résiliation du contrat.....	20
19.1 - Conditions de résiliation	20
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	20
20 - Règlement des litiges et langues	21
21 - Clauses complémentaires	21
22 - Dérogations	21

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

La présente consultation concerne : un marché de travaux de remplacement du CSSI et des équipements d'alarme de l'IME Complexe Bayot Sarrazi, 291 Route de Sarrazi, 24 660 Coulouneix – Chamiers.

Lieu(x) d'exécution : Le site de l'établissement.

Les travaux sont réalisés en site occupé.

Le CCAG travaux est applicable.

Lieu(x) d'exécution :

Complexe Bayot-Sarrazi - 291 Route de Sarrazi - 24 660 Coulouneix-Charmiers

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- DPGF du lot concerné, les quantités indiquées dans la DPGF ne sont pas contractuelles ; elles relèvent de la responsabilité de l'entreprise qui répond forfaitairement au dossier contractuel. Seuls les prix unitaires et le forfait total sont contractuels. Les sous-détails des prix forfaitaires figurant sur la DPGF seront repris cas échéant, en valeur
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le planning prévisionnel d'exécution
- la notice de sécurité
- Le CCAP
- Plans de zone de sécurité
- Plan d'implantation
- Plan type architecte
- Diagnostics amiante
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les cahiers des clauses techniques générales (CCTG), les normes ou spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels applicables aux travaux objets du présent marché, en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix ;
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Il en résulte que le Titulaire s'engage, conformément aux clauses et conditions de ces documents, à exécuter les travaux demandés.

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat portant sur l'exécution des travaux objet du présent marché, conformément à ses engagements contractuels.

Modifications des pièces contractuelles du marché

Après sa notification, le marché est éventuellement modifié conformément aux dispositions des articles L.2194-1, L.2194-2 et R.2194-1 à 10 du code de la commande publique. Les modifications peuvent donner lieu à la conclusion d'un ou plusieurs avenants qui seront chacun annexés à l'Acte d'engagement, sauf dispositions contraires stipulées au présent CCTP.

En outre, en application des articles L.2711-1 à L.2711-8 et R. 2194-1 dudit code, lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par l'évolution d'une crise sanitaire majeure, comme par exemple une épidémie de type COVID-19, ou par une situation identifiée comme force majeure, les Parties conviennent de se rencontrer aux fins de réexamen :

- des conditions financières du présent marché,

- et/ou d'exécution du marché,

- et/ou de prolongation de la durée du marché, et/ou du délai d'exécution des prestations,

en vue des mesures à prendre pour atténuer les effets de ces crises, incluant des modifications des modes opératoires ou des arrêts de prestations.

Ces modifications du contrat prendront la forme d'un avenant et devront être négociées, au préalable, entre les parties.

Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au pouvoir adjudicateur quelle qu'en soit la forme.

Au titre de son devoir de conseil, le Titulaire doit informer le Maître d'ouvrage de toute modification ou évolution de normes ou réglementations relatives aux prestations définies dans le marché pendant toute sa durée.

En cas de litige, seuls les exemplaires conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur des pièces particulières, ci-dessus énoncées, font foi.

Par ailleurs, si une ou plusieurs stipulations du présent contrat étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations gardent toute leur force et leur portée. Les Parties procèdent alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'équilibre des droits et obligations de chacune conformément à l'accord de volonté existant au moment de la signature du présent marché.

3 - Intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre NAMIXIX et SSICoor

La maîtrise d'œuvre sera assurée par

M Alexis FLAUTO : 07 86 00 23 02

3.2 - Bureau de contrôle

APAVE Agence Bordeaux : Christophe BROUSTAUT 05 56 77 27 27

3.3 - Coordonnateur SSI : NAMIXIX et SSI Coor

M Alexis Flauto : 07 86 00 23 02

3.4 - Sous-traitance

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant. Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure. En cas de sous-traitance, le Titulaire assurera seul et personnellement, vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, la responsabilité du marché qui lui a été confiée. Pour chaque sous-traitant qu'il veut faire agréer lors de la notification du marché, le candidat joint l'ensemble des pièces de candidature comme demandées au Candidat à l'exception du DC1, selon le modèle de Déclaration de sous-traitance annexé au formulaire d'acte d'engagement. Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitance

étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée : « J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... du ayant pour objetCeci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement sont libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 1.7 du présent CCP. Leur prix reste inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat et délais d'exécution

- 1) la préparation du chantier
- 2) l'exécution des travaux

1) La préparation chantier : 30 jours à compter de l'ordre de service.

2) L'exécution des travaux : elle débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Le début prévisionnel des travaux est programmé pour : fin novembre 2023, avec un délai de réalisation de 2 mois.

Le délai global d'exécution des prestations (fourniture matériel, période de préparation, exécution travaux) doit prendre en compte le calendrier prévisionnel d'exécution joint.

En complément de l'article 3.8.2 du CCAG Travaux, les réserves présentées par le Titulaire du marché lors de la réception d'un ordre de service émis par le Maître d'œuvre devront être motivées.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Prolongation de délai dans le cas de retard de la livraison de la fourniture du groupe d'eau glacée qui n'est pas imputable au prestataire :

Lorsque le prestataire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution qu'il a annoncée dans son offre, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement de force majeure, l'acheteur peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le prestataire doit signaler au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché, par tous moyens écrits dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision.

Cause légitime de retard

Désigne une cause légitime de retard au sens du présent marché, un événement présentant de façon cumulative les caractéristiques suivantes :

- indépendance de la volonté des parties,
- imprévisible lors de la conclusion du marché et dont les effets à ce moment ne pouvaient être raisonnablement prévus.

D'un commun accord entre les parties, sont considérés comme cause légitime de retard les seuls événements suivants :

- la découverte d'engins explosifs et de vestige de guerre ;
- les décisions prises par une autorité administrative ou judiciaire de suspendre ou d'arrêter les travaux réalisés en exécution du présent marché pour une cause non imputable au Titulaire ;
- une pandémie ;

Dans l'hypothèse où la cause légitime de retard entraîne une interruption des travaux, le titulaire conserve la garde du chantier. Il a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde. Concernant le préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait de l'interruption, les coûts directs seront pris en charge par le maître d'ouvrage à l'exception des frais d'immobilisation, des installations, matériels, équipements et personnel d'encadrement et de chantier sauf en cas de survenance d'une cause légitime qui lui serait imputable.

Les délais d'exécution seront prolongés par avenant d'une durée égale à celle durant laquelle l'évènement aura perturbé l'exécution du marché.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 5 jours.

La station météo de référence est la station de Bordeaux.

6.2 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est défini conformément au calendrier prévisionnel d'exécution :

- 30 jours de préparation
- 2mois de réalisation

Calendrier détaillé d'exécution

Ce calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution. Après acceptation par chaque titulaire, dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation, il est visé par le maître d'œuvre puis notifié aux titulaires.

Au cours du chantier et avec l'accord du ou des titulaires concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution d'ensemble fixé au contrat. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service aux titulaires.

Avant le début des travaux, pendant la période de préparation, l'entrepreneur soumet au maître d'ouvrage un plan d'installation de chantier à faire approuver. (prévu à l'article 1.1 protections et installation de chantier du CCTP) .

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont établis en toute connaissance de l'importance et de la nature des travaux à effectuer, ainsi que de toutes les difficultés et sujétions susceptibles de survenir lors de leur réalisation, et ce de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. D'une façon générale, ils incluent la totalité des prestations et fournitures nécessaires à la bonne et complète réalisation de l'objet du marché.

Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de ses prix et notamment de son prix forfaitaire fixé au titre du contrat et ne peut prétendre, à ce titre, aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification du caractère forfaitaire du montant du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation de travaux, tous les frais afférents à sa réalisation, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations de travaux, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations de travaux, sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire certifie que les prix stipulés dans le présent marché n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

En ce qui concerne les taxes, celles-ci sont facturées et réglées aux taux en vigueur au jour du règlement.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

En cas de co-traitance Le titulaire fait apparaître distinctement sur sa facture, par co-traitant, le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de sous-traitance : Le titulaire fait apparaître distinctement sur sa facture, par sous-traitant, le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique. Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement

direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article. L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le pouvoir adjudicateur en tant que destinataire de la facture :
- **Centre de la Tour de Gassies : 423 494 335 00064**
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter : • le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> • l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG-Travaux et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- le numéro du marché ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le numéro du bon de commande ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article L613-7 du Code de la sécurité sociale.
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la date de facturation ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

La demande de paiement n'est pas une facture. Les factures du sous-traitant sont libellées au nom de l'entrepreneur principal (titulaire) Le titulaire fait apparaître distinctement les prestations sous-traitées dans les documents et décomptes adressés au pouvoir adjudicateur.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Les équipements, matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux prescriptions du PCTL commun à tous les lots, du CCTP du lot concerné et aux normes françaises (NF) ou européennes (CE).

Se référer notamment au CHAPITRE 6 - prescriptions particulières du CCTP.

Pour les vérifications : en cours de travaux, chaque fois que cela sera nécessaire et à la fin des travaux, le Maître d'œuvre ou son Représentant qualifié procédera aux opérations de contrôle en vue de la réception en présence de l'Entrepreneur ou de son Représentant. Ces opérations ont pour objet la vérification de la conformité de l'exécution aux prescriptions des pièces du marché : se référer notamment à l'article 5.14 contrôles et essais et 3.2 Essais.

Pour les essais : les essais seront effectués par l'entreprise et seront à sa charge . La méthodologie sera celle définie par le document AQC (équivalences COPREC) : se référer à l'article 3.2 du CCTP .

Se référer également aux articles : 2.4.3 Épreuve/mise en eau/rinçage et article 2.9 Essais et mesures du

CCTP.

11.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

11.3 - Préparation et coordination des travaux

11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, d'une durée de 15 jours ouvrés.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises, dans les conditions énoncées précédemment à l'article « Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution ».

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Pendant la période de préparation, le prestataire soumet au maître d'ouvrage et maître d'œuvre un plan d'installation de chantier à faire approuver. Celui-ci sera à valider avec le Maître d'œuvre un plan d'installation de chantier à faire approuver. Celui-ci sera à valider avec le Maître d'Ouvrage.

Elle prendra toutes dispositions destinées à la protection des personnes, la mise en sécurité des travailleurs et la protection des ouvrages existants. Le choix des aires de stockage des matériaux sera d'un commun accord entre le Maître d'œuvre et l'entreprise.

Au présent marché sont dus :

- Mise en oeuvre d'un bungalow sanitaire / vestiaires de chantier pour l'opération.
- Raccordement des ensembles dits électriques (force, Télécom) et aux réseaux humides (évacuation EU, eau potable) nécessaire au déroulement du chantier.

Balisage pendant l'opération de grutage des groupes

Au présent lot sont dus le balisage pendant l'opération de grutage des groupes froid.

L'entrepreneur fera son affaire de toute signalisation obligatoire ou qu'il jugerait nécessaire et en assurera la maintenance pendant toute la durée du chantier.

Protection et sauvegarde des existants conservés

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration des existants conservés notamment sur le groupe existant TRANE.

Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en œuvre.

Lors des travaux dégageant des poussières, l'entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation de ces poussières par mise en place d'écrans et par emploi d'aspirateurs si nécessaires.

Le maître d'œuvre se réserve le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protections complémentaires.

11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Un plan de prévention est à prévoir. Il est à réaliser avant le démarrage de l'opération .

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

11.3.3 - Registre de chantier

Selon l'organisation des travaux, un registre de sécurité peut être nécessaire.

11.4 - Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'œuvre et remis gratuitement au titulaire.

11.5 - Installation et organisation du chantier

11.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Le Titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier. La signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

11.5.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

- Se référer à l'article 1.1-Protections et installation de chantier - Balisage pendant l'opération de grutage des groupes du CCTP :

Au présent lot sont dus le balisage pendant l'opération de grutage des groupes froid.

L'entrepreneur fera son affaire de toute signalisation obligatoire ou qu'il jugerait nécessaire et en assurera la maintenance pendant toute la durée du chantier.

11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le Titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Conformément aux articles L541.3, R.543-43 et suivants du Code de l'environnement, le titulaire doit de tenir un registre déchets et assurer la traçabilité des bordereaux. Pour ce faire, la tenue du registre et l'émission des bordereaux seront digitalisées via le service de télétransmission mis en place par le ministère chargé de l'environnement: TrackDéchets, accessible à l'adresse suivante: <https://trackdechets.beta.gouv.fr/>

Le titulaire devra également se conformer aux conditions des articles 1.4 chantier propre/démarche environnementale et 4.2 gestion des déchets du CCTP et respecter ses engagements qu'il a proposé dans son offre technique .

11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. À la fin des travaux, le Titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire responsable dans les conditions stipulées à l'article 37 du C.C.A.G.-Travaux, sans préjudice de l'application de la pénalité prévue à l'article « Pénalités - Primes » du présent CCAP.

11.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Se référer notamment au chapitre 3 - réception du CCTP.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une retenue égale à 1 000,00 € par jour de retard est prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le prestataire devra assurer la réalisation d'un chantier en limitant au maximum son impact environnemental. Lors de la préparation du chantier, seront définies et délimitées des différentes zones du chantier notamment des cantonnements et aires de tri des déchets. Des moyens seront mis à disposition pour assurer la propreté du chantier : bacs de rétention, bacs de décantation, protection par filets des bennes pour le tri des déchets.

Le nettoyage des cantonnements intérieurs et extérieurs, des accès et des zones de passage, ainsi que des zones de travail , sera effectué régulièrement par le prestataire.

Pollution de l'air :

- le chantier sera nettoyé de manière hebdomadaire
- Les brulages sont strictement interdits sur le chantier

Limitation des volumes et quantités de déchets : les chutes de bois sont limitées par la généralisation de coffrages métalliques et par le retour aux fournisseurs des palettes de livraison. Les emballages sont contrôlés et limités dans leur quantité dès la passation du marché avec les fournisseurs. Les pertes et les chutes seront réduites par une optimisation des modes de conditionnement . Chaque entreprise se doit de valoriser les déchets pour limiter la production de déchets à la source.

Se référer notamment à l'article 1.4 Chantier propre/démarche environnementale

13 - Réception et projet de décompte

13.1 - Réception des travaux

13.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

13.1.2 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

13.2– Projet de décompte

Le projet de décompte peut être présenté au maître d'ouvrage, via le maître d'œuvre, une fois que l'ensemble des réserves constatées sont levées et attestées.

14 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

La durée de garantie de bon fonctionnement est fixée à 2 ans pour tous les équipements qui ne relèvent pas de la garantie décennale conformément aux principes dont s'inspire l'article 1792-3 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil. La garantie décennale couvre les dommages tels qu'ils sont définis par les principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

Garantie particulière des matériaux de type nouveau L'entrepreneur garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en oeuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité. Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où pendant le délai fixé la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par le maître d'ouvrage après avis du maître d'oeuvre. Il doit être Titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques. Garantie particulière de fonctionnement d'installations de haute technicité L'entrepreneur garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des installations ou éléments d'installations de haute technicité. Cette garantie engage l'entrepreneur pendant le délai fixé à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage toutes les réparations, mises au point qui s'avéreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai fixé par le maître d'oeuvre à compter de sa demande, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, à des conditions d'exécution ou à une erreur de conception des ouvrages, lorsque la conception a été confiée à l'entrepreneur. L'entrepreneur sera dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

Les garanties complémentaires, proposées par le Titulaire dans son offre, s'appliquent.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/3000, conformément aux stipulations de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 20.1 du C.C.A.G.-Travaux, il est appliqué au Titulaire, par jour de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de : 200 euros par jour de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Ainsi, chaque constat attestant d'un retard ou manquement donne lieu à l'application de la pénalité correspondante. La correction par le Titulaire de son inexécution ou mauvaise exécution ne le dispense en aucun cas du paiement de cette dernière, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 48.1 du C.C.A.G.-Travaux, les pénalités prévues sont encourues sans mise en demeure préalable mais sur simple fait de la constatation du retard ou de manquement. Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités et des primes.

Les pénalités sont cumulables et peuvent être retenues sur les sommes (précompte sur les acomptes ou sur le solde) à devoir au Titulaire ou faire l'objet d'un titre de recette, sans mise en demeure préalable, du seul fait de la constatation du retard ou manquement.

Les pénalités ne déchargent pas le Titulaire de ses responsabilités.

En outre, en cas de retards ou manquements répétés, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0/100 du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 100,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
non-respect du nettoyage et remise en état du chantier	Journalière	150,00 €	par jour calendaire. Sans réaction après mise en demeure, les prestations pourront être confiées à une autre entreprise aux frais et risques du Titulaire défaillant
non transmission de document perturbant l'exécution des travaux	Journalière	150,00 €	pendant la période de préparation de chantier ou en cours d'exécution
retard dans la remise des documents techniques à fournir après exécution	Journalière	200,00 €	
retard de libération de zone	Journalière	200,00 €	

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Les dommages de toute natures causés au personnel et aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Il garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers. Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou par manquement dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée. Les dommages causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

En outre, le Titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie, dans les dix jours qui suivent sa décision.

Si le contrat souscrit par le Titulaire prévoit l'existence d'une franchise, cette dernière est intégralement prise en charge par le Titulaire. En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne peut être appelé en responsabilité des accidents survenus, tant aux personnes qu'aux biens, du fait de la réalisation des prestations du présent marché.

En cours d'exécution du marché, le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, de solliciter le Titulaire pour des travaux modificatifs ou supplémentaires dans le cadre du projet objet du marché. Dans cette hypothèse, le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours, à compter de la demande de devis du pouvoir adjudicateur, pour lui faire parvenir sa proposition politico-financière. A défaut, il s'expose à la mise en œuvre des pénalités de retard stipulées ci-avant.

Modifications du titulaire:

En application des dispositions de l'article R. 2194-1, le marché peut être modifié lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial. Un avenant sera passé pour formaliser ce changement de titulaire .

En cas de restructurations purement internes, rachat, fusions et acquisitions, un avenant de transfert sera établi sera établi

En cas de groupement d'entreprise, si l'un des membres est défaillant, un avenant de transfert pourra être établi pour transférer le marché vers un autre membre du groupement.

Marché de substitution :

Pour pallier la défaillance du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations qui ne peuvent souffrir d'aucun retard.

En raison de l'urgence impérieuse qui s'attache à la réalisation des prestations, un marché de substitution peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des articles R.2122-1 et R.2322-4 du code de la commande publique.

Cette exécution par un tiers ne sera pas effectuée aux frais et risques du titulaire, et ne donnera lieu à aucune indemnisation du titulaire.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement Titulaire du marché, les articles du C.C.A.G.-travaux traitant de la résiliation aux torts du Titulaire et les autres cas de résiliation s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

Saisie-attribution: Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire des paiements auprès duquel serait pratiquée la saisie-attribution du chef du marché et de l'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre de ce marché l'intégralité de la somme pour attribution au créancier saisissant.

Collusion Le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché ou à réclamer des dommages et intérêts s'il apparaît que le contractant s'est livré à des pratiques collusoires

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Clauses complémentaires

Article 21.1 Résiliation pour cause de vente

Le marché pourra être résilié sans indemnisation, en cas de vente des locaux, suppression de l'établissement (radiation au registre du commerce), moyennant un préavis de 3 mois, envoyé en lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 21.2 Arrêt de l'exécution

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Article 21.3 Clause de divisibilité

Si l'une des clauses du présent marché était contraire à une loi d'ordre public nationale ou internationale, seule la clause en question est annulée, le marché demeurant valable pour le surplus. Dans ce cas, les parties négocient de bonne foi la rédaction d'une nouvelle clause destinée à remplacer celle qui était nulle.

22 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 13.2 du CCAP déroge à l'article 12.3.2 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux